Message de la directrice générale

J'ai demandé ce rapport sur la santé mondiale en réponse à un besoin, exprimé à la fois par les pays riches et les pays pauvres, en conseils pratiques sur les moyens de financer les services de santé. L'objectif était de transformer les preuves, recueillies à partir des études de différentes situations, en un menu d'options permettant d'obtenir des ressources suffisantes et d'éliminer les barrières financières à l'accès aux soins, surtout pour les plus démunis. Comme le sous-titre l'indique, l'accent est largement mis sur le passage à une couverture universelle, un objectif qui est actuellement au cœur des débats sur la prestation des services de santé.

Le besoin en conseils dans ce domaine est devenu très pressant dans une période caractérisée par une récession économique et une hausse des coûts des soins de santé, alors que les populations vieillissent, que les maladies chroniques augmentent et que de nouveaux traitements plus chers deviennent disponibles. Comme ce rapport le note à juste titre, la demande publique croissante pour un accès à des soins de qualité et abordables augmente davantage la pression politique afin de faire des choix de politique avertis.

En cette période de restrictions budgétaires, mon conseil aux pays est le suivant : avant de rechercher les postes de réduction des dépenses en matière de soins médicaux, cherchez d'abord les occasions d'améliorer l'efficience. Partout dans le monde, tous les systèmes de santé pourraient faire meilleur usage des ressources, que ce soit par de meilleures pratiques d'approvisionnement, une utilisation plus généralisée des médicaments génériques, une optimisation des incitations pour les prestataires ou une rationalisation des procédures de financement et d'administration.

Le présent rapport estime que 20 à 40% de l'ensemble des dépenses de santé a été gaspillé à cause de l'inefficience, et il indique 10 domaines spécifiques dans lesquels de meilleures pratiques et politiques pourraient augmenter l'impact des dépenses, parfois de façon spectaculaire. Investir ces ressources de façon plus judicieuse peut aider des pays à se rapprocher d'une couverture universelle sans pour autant augmenter les dépenses.

Concernant le passage à la couverture universelle, le rapport identifie le recours continu aux paiements directs comme étant le plus grand obstacle au progrès. Un grand nombre de témoignages prouvent que la collecte de fonds par prépaiement obligatoire est la base la plus efficace et la plus équitable pour augmenter la proportion de la population couverte. En effet, ces mécanismes signifient que le nanti subventionne le démuni et que le bien-portant subventionne le mal-portant. L'expérience montre que cette approche est la meilleure lorsque le prépaiement provient d'un grand nombre, avec la mise en commun ultérieure des fonds afin de couvrir les coûts des soins de santé de tout un chacun.

Quiconque a besoin de soins médicaux curatifs ou préventifs ne doit pas risquer la ruine financière.

À l'évidence, les pays ont besoin de fonds stables et suffisants en matière de la santé, mais la richesse nationale n'est pas une condition préalable pour se rapprocher de la couverture universelle. Les pays caractérisés par des niveaux de dépenses de santé semblables obtiennent des résultats sanitaires nettement différents selon leurs investissements. Les décisions des responsables politiques expliquent en grande partie ces différences.

D'autre part, chaque situation aura sa propre combinaison d'options de politiques. Le rapport met en garde, toute stratégie efficace de financement de la santé se doit d'être nationale. Les systèmes de santé sont des systèmes adaptatifs complexes, et leurs différents composants peuvent interagir de façon inattendue. En couvrant les défaillances et les contretemps ainsi que les succès, le rapport aide les pays à anticiper les surprises importunes et à les éviter. Les compromis sont inévitables et les décisions devront établir un bon équilibre entre la proportion de la population couverte, la gamme des services inclus et les coûts à garantir.

Toutefois, malgré cela et malgré d'autres avertissements, le message global reste optimiste. Tous les pays, à toutes les étapes de leur développement, peuvent prendre des mesures immédiates pour progresser plus rapidement vers la couverture universelle et pour maintenir leurs objectifs. Les pays qui adoptent de bonnes politiques peuvent largement améliorer leur couverture de services et de protection contre le risque financier à tout niveau donné de dépenses. Je souhaite sincèrement que les expériences et les conseils pratiques présentés dans ce rapport guideront les responsables politiques dans la bonne direction. Se battre pour la couverture universelle est un objectif admirable et réalisable – dans tous les pays du monde.

Dr Margaret Chan
Directrice générale
Organisation mondiale de la Santé